

Ce processus de consolidation de la nation canadienne est pour nous un phénomène passionnant. Nos débats internes sur la forme que devrait prendre notre gouvernement vous sont bien connus; ils sont nés des négociations qui ont mené à la création de notre Confédération il y a plus de cent ans. Mais l'on connaît peut-être moins le débat qui se poursuit sur la politique de développement économique, et qui est mené parallèlement à la discussion politique.

Ces deux courants sont maintenant en train de se fusionner alors que la question constitutionnelle est près d'aboutir et que l'orientation générale de notre politique de développement économique est clarifiée. L'effet conjugué de cette "maturation" sera ressenti par un proche voisin; mais si nos voies de communication sont gardées ouvertes, le phénomène ne devrait pas être perçu comme trop menaçant.

Lorsqu'il a présenté le Président Reagan à la Chambre des communes le 11 mars dernier, notre Premier ministre a ainsi résumé la situation: "Au cours des années à venir, les États-Unis feront face à un voisin du Nord dynamique. En mettant de l'ordre dans sa propre maison, le Canada prendra confiance en lui-même. Nous découvrirons plus clairement quels sont nos intérêts et nous les poursuivrons avec plus de vigueur. Ce qui ne changera pas toutefois, c'est notre amitié profonde pour les États-Unis".

Nous espérons que nos amis américains comprendront que cette clarification de nos intérêts économiques nationaux se fonde sur des traditions politiques et sur des structures économiques différentes des leurs. Nos chemins respectifs ont divergé il y a plus de 200 ans, bien que nos objectifs soient restés sensiblement les mêmes. Cette séparation des chemins a mené à des institutions politiques différentes et même à des attitudes différentes concernant le rôle du gouvernement, qui s'expliquent par des situations géographiques différentes.

Un bon exemple à ce chapitre est le degré d'intervention dans la vie nationale que les gouvernements canadiens ont jugé nécessaire pour unir et développer un territoire énorme, sous-peuplé et parfois rebelle. Il en est résulté des réseaux nationaux de radio et de télévision, des compagnies aériennes nationales, le groupe de sociétés des Chemins de fer nationaux et une foule d'autres entreprises gouvernementales: tous ces efforts visaient à mobiliser les capitaux, les techniques et les ressources humaines de façon à déployer les efforts et à assumer les risques qu'exigent certains défis de notre développement national. La nécessité et l'habitude d'une intervention gouvernementale dans l'économie canadienne restent à ce jour des traits de la société canadienne.